

print

## Les Etats-Unis et la Syrie : histoire d'une hostilité contemporaine

De [Thierry Meyssan](#) et [Comaguer](#)

Global Research, septembre 23, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/les-etats-unis-et-la-syrie-histoire-dune-hostilite-contemporaine/5351110>

**En direct de Damas : interview téléphonique de T. Meyssan par comaguer** (comité **comprendre et agir** contre la **guerre**, Marseille).

*Cette interview est la dernière partie de l'émission sur la Syrie que **comaguer** a réalisée le 11 septembre 2013 à Radio Galère (88.4 Marseille, <http://www.radiogalere.org/>), où les points suivants venaient d'être abordés :*

1. Le passé lointain, évocation rapide : le syriaque – empire romain – omeyyade – empire byzantin – la Syrie disputée.
2. L'empire ottoman, son mode de fonctionnement : la « grande Syrie ».
3. Le dépeçage de l'empire ottoman par le colonialisme européen et les nœuds du contexte actuel : Sykes–Picot, Balfour.
4. L'entre deux guerres, le mandat français, la montée du nationalisme, sa répression, le traité de 1936, deux personnages : Al Atassi, Faris al-Khoury.
5. L'indépendance et la création d'Israël contre la position ferme de la Syrie.
6. La difficile affirmation de l'indépendance face aux multiples manœuvres anglo-saxonnes directes ou indirectes et finalement la mise à l'index par Alen Dulles et Eisenhower comme « état pro soviétique ».
7. L'isolement régional progressif après le retournement de Sadate (guerre de 1973), la soumission de la Jordanie et le jeu dangereux de Saddam Hussein (guerre Irak-Iran profitant finalement à l'Occident) ; front du refus.
8. La gestion de l'isolement après la chute de l'URSS et la confirmation de l'acharnement anti-syrien d'Israël et des Etats-Unis (guerre du Liban/Hariri – *Syria Accountability Act*).

*Nous avons conservé dans la transcription le style oral de la communication téléphonique et du direct.*

**Comaguer : Dans la longue histoire de la Syrie, 1991 est une année tournant. Son seul appui diplomatique et politique : l'URSS, a disparu. Pour les Etats-Unis, désormais seule puissance mondiale et pour leur allié israélien renverser le régime syrien, soutien ferme et déterminé à la cause palestinienne et unique état frontalier d'Israël n'ayant pas conclu d'accord de paix avec son voisin devient un objectif à atteindre sans délai. Comment vont se dérouler les deux décennies qui séparent cette année-là de la guerre actuelle ?**

**C'est la question que nous posons à Thierry Meyssan en ligne depuis Damas.**

**T. Meyssan** : George Bush Père convoque la Conférence de Madrid (30 oct. 1991) avec son secrétaire d'Etat James Baker, et il oblige Israël à participer à cette conférence pour une paix régionale qui inclurait à la fois la Palestine et la Syrie. Le début de la conférence se passe assez bien mais en réalité le Premier ministre israélien de l'époque, Yitzhak Shamir, ne veut pas négocier et la conférence va finir par échouer.

Après ça, c'est Bill Clinton qui va progressivement reprendre contact avec la Syrie et essayer d'organiser lui aussi une paix régionale. Ce qui est intéressant, c'est que B. Clinton, à la fin de son second mandat, était presque parvenu à organiser la paix et là encore, c'est le Premier ministre israélien de l'époque, Ehud Barak, qui au dernier moment, alors qu'il avait négocié et donné son accord pour un traité de paix, va se retirer. Il n'y aura donc pas de paix ; Barak va se retirer du dossier et, à ce moment là aussi, Hafez el Assad meurt. Ceci est très bien raconté dans les mémoires de B. Clinton ; il n'y a pas de doute là-dessus : la Syrie recherchait vraiment la paix et ce sont les Israéliens qui s'y sont opposés. Commence ensuite le mandat de G. Bush fils, et c'est là que les choses se gâtent.

Juste après les attentats du 11 septembre 2001, en fait 3 jours après, il y a une réunion de l'administration Bush jr. à Camp David où il est décidé qu'on attaquerait la Syrie. En fait les Etats-Unis font un plan : ils disent on va commencer par l'Afghanistan, on continuera avec l'Irak, ensuite la Libye et la Syrie, puis le Soudan et la Somalie ; et on terminera avec l'Iran.

Ce qu'on voit aujourd'hui est l'actualisation de ce plan ; mais Bush jr. pensait attaquer la Syrie en même temps que le Liban et que la Libye, assez rapidement. Sauf qu'il y a eu toutes sortes de grains de sable dans la machine.

D'abord du côté libyen, où M. Kadhafi a négocié avec les Etats-Unis ; il leur a abandonné ses armes chimiques et son programme nucléaire, et a ouvert son économie aux grandes industries.

Mais du côté syrien la réaction a été très différente. La Syrie s'attendait à être attaquée, et a commencé à se préparer pour la guerre, donc à renforcer ses alliances. Bachar al Assad, le nouveau président depuis 2000, a décidé de rembourser la totalité des dettes que la Syrie avait vis-à-vis de l'Union Soviétique puis, par conséquent, de la Russie.

Ça c'est très important ; c'est passé complètement inaperçu en-dehors du pays pourtant ça a été un effort terrible pour la Syrie de payer cette dette-là ; mais c'est aussi ce qui lui permet aujourd'hui d'être en bons termes avec la Russie.

Les USA ont lancé toutes sortes de pièges successifs. Dans la semaine qui suit la chute de Bagdad (avril 2003), le Congrès étasunien a étudié et voté le *Syria Accountability Act*, qui est une loi demandant au président des Etats-Unis d'entrer en guerre contre la Syrie sans avoir besoin de le demander au Congrès ; Obama pourrait actuellement lancer la guerre sans avoir besoin de s'en référer au Congrès.

En fait depuis 2003 le président des Etats-Unis peut attaquer la Syrie sans conditions intérieures ; il y a eu ensuite toute une succession de sanctions prises pour essayer d'étouffer l'économie syrienne.

En 2005 est survenu l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri : on a immédiatement prétendu que cet assassinat avait été organisé par la Syrie alors qu'on sait, par la façon dont cet assassinat a été réalisé, qu'il ne peut avoir été opéré que par quelques très grandes puissances disposant de moyens

particuliers.

Le résultat de tout ça est qu'une nouvelle fois la Syrie a été mise au ban des nations, puisqu'elle a été suspectée d'avoir assassiné Rafic Hariri, qu'un Tribunal Spécial a été créé par l'ONU : de fait, pour juger Bachar al Assad.

Mais au bout de deux ans d'enquête on s'est rendu compte que tout le dossier était faux, que les témoignages étaient complètement truqués et il fallu abandonner les accusations contre la Syrie.

**Comaguer** : *au fait où il en est le Tribunal Spécial pour le Liban aujourd'hui : il est en sommeil ?*

**T. Meyssan** : Le tribunal existe toujours, d'ailleurs il doit bientôt reprendre ses audiences, mais maintenant il n'accuse plus la Syrie, il accuse le Hezbollah et quand il aura fini avec le Hezbollah parce que les preuves seront fausses, il accusera l'Iran et ça peut durer autant de temps que nécessaire.

Mais le plus important c'est que, comme la Syrie a déjoué cette accusation, il a fallu lancer une nouvelle opération, créée par la France et la Grande-Bretagne : celle du printemps arabe.

Ce serait compliqué d'expliquer là toute cette histoire mais il y a des phénomènes très différents entre ce qui s'est passé en Egypte et en Tunisie d'une part et ce qui s'est passé en Libye et en Syrie d'autre part.

Pour ce qui concerne la Syrie, s'est tenue au Caire en Egypte au tout début de février 2011 une réunion à laquelle ont participé le sénateur John Mac Cain (USA) mais aussi des personnalités internationales ; pour la France il y avait BHL qui était là [réactions amusées dans le studio], oui oui, en France ça n'a jamais été publié ce que je vous raconte là. Il y avait, pour la Libye, Mahmoud Jibril qui à l'époque était le n° 2 du gouvernement de la Jamahiriya, et qui va devenir subitement le chef de l'opposition contre Kadhafi : Jibril étant lui-même un Frère Musulman.

Et il y avait quelques responsables syriens en exil qui disposaient de bons moyens de télévision soit à Londres, soit aux Emirats. Et lors de cette réunion on donne le feu vert parce que tout semble prêt pour faire la révolution en Libye et en Syrie ; donc des appels sont lancés pour faire des manifestations dans Damas mais personne ne bouge, ça n'intéresse absolument personne.

Pendant plusieurs mois il va donc y avoir des appels fréquents à la révolution en Syrie mais sans que cela ne suscite la participation populaire. La seule chose qu'on voit c'est qu'il y a un compte Facebook qui s'appelle *Syrian revolution 2011* qui a été créé début février, et, en 2-3 jours, on se retrouve avec 70 000 personnes sur ce compte. Or c'est complètement impossible dans la mesure où il n'y avait aucune manifestation à ce moment-là.

C'est tout simplement un trucage d'ordinateur et les vrais événements vont commencer au moment où la question libyenne est « réglée » ; à ce moment-là on va faire venir en Syrie les combattants qu'on avait en Libye. Et tout d'un coup il y a des djihadistes qui font leur apparition et qui commencent à semer la terreur dans les campagnes surtout : ils arrivent dans un village, ils prennent des gens, ils les coupent en morceaux et les jette sur la place du village.

Dans la presse occidentale à ce moment-là on dit qu'il y a d'énormes manifestations en Syrie mais c'est faux, ça n'a vraiment jamais existé. Lorsque m-a p qui parlait tout à l'heure se trouvait en Syrie en novembre 2011, on racontait en Europe qu'il y avait de grandes manifestations ; nous étions avec des journalistes

français, belges, étasuniens ; il y en a qui ont voulu aller voir et filmer les manifestations, ils ne les ont jamais trouvées, parce que ça n'a pas existé ; et pourtant on envoyait des rapports[1], et des images qu'on voyait sur Al Jazeera, et d'autres chaînes en Europe : ces images étaient tournées en studio comme on peut le voir quand on regarde très en détail[2]. Donc il y a eu une période en Syrie où les gens étaient comme hébétés par ce qui se passait ; en fait ils ne comprenaient pas. La presse syrienne était muette, elle n'adressait pas d'informations alors qu'Al Jazeera et d'autres disaient qu'il y avait une révolution, des manifestations et une répression.

Il y a eu une sorte d'affolement et comme les occidentaux passaient leur temps à dire « Bachar doit partir », « d'ailleurs il est déjà parti » (!) etc., il s'est produit le phénomène qu'on voit dans toutes sortes de pays : quand ils sont attaqués, beaucoup de gens se mettent en attente pour se déclarer ensuite du côté du gagnant.

Et à ce moment-là il semblait que l'OTAN allait attaquer la Syrie comme elle avait attaqué la Libye, et que le gouvernement allait être renversé et qu'un gouvernement fantoche allait être installé par les puissances occidentales. Donc il y a eu un moment où le soutien a manqué au gouvernement syrien. Et il y a eu des gens qui ont soutenu les djihadistes qui arrivaient. Il y a toujours des collaborateurs, partout, mais là, ceux qui ont été recrutés venaient d'une classe particulière qui avait beaucoup souffert auparavant, depuis 2005 : souffert à la fois des réformes économiques qui avaient été mal faites et de problèmes climatiques, de sécheresse, entraînant de graves problèmes agricoles. Des gens assez pauvres ont été obligés de quitter le Nord de la Syrie, c'est essentiellement dans le Nord que ça s'est passé ; et ces gens sont venus grossir les banlieues de Damas et d'Alep les deux grandes villes du pays.

Parmi ces gens-là –qui étaient généralement très peu instruits- certains ont adhéré à des sortes de sectes religieuses, notamment les takfiristes : une secte qui a juste un siècle d'existence, très récente dans l'islam, prétendant que ceux qui ne suivent pas exactement cette voie, doivent être tués. Il y a donc des gens qui ont rejoint cette secte, et qui se sont mis à soutenir les djihadistes. Mais ça, c'est quelques milliers de personnes, guère plus que ça : sauf qu'ils étaient armés. Et dans n'importe quel pays si vous avez des milliers de personnes armées ça peut faire des dégâts énormes.

**Comaguer** : *surtout quand ces armes sont faciles à trouver.*

**T. Meyssan** : Oui, et à l'époque c'était le Qatar qui amenait des armes en Syrie ; et c'était préparé depuis longtemps, ils avaient des stocks d'armes déjà installés en Syrie grâce à la complicité de responsables des services secrets qui avaient été corrompus.

Vous savez qu'en Syrie du fait de la guerre permanente avec Israël les services secrets avaient des pouvoirs particuliers, importants ; et certains en usaient et en abusaient. Quand on dit que la Syrie était une dictature c'est partiellement vrai et partiellement faux ; ce qui est exact c'est que certains services secrets se mêlaient de ce qui ne les regardait pas et venaient dans l'administration décider de ceux qu'il fallait garder et ceux qu'il fallait exclure.

Ces services se sont avérés être tout à fait corrompus, extrêmement incompetents, et ils n'ont pas été capables de défendre la Syrie. Aujourd'hui ils ont perdu les pouvoirs extraordinaires qu'ils avaient pris. Le pays est tout à fait démocratisé.

**Comaguer** : *Alors ça veut dire que ces services ont été remplacés par des gens compétents ?*

**T. Meyssan** : En fait ces services secrets s'étaient développés de manière extravagante et aujourd'hui beaucoup de leurs responsables ont été renvoyés ou se sont enfuis à l'étranger ; du coup, il y a beaucoup moins de gens dans ces services et il ne reste que ceux qui faisaient bien leur travail.

Le Qatar a donc amené des armes en grande quantité mais il y avait déjà des stocks d'armes qui étaient là ; prévus à l'avance, et les Israéliens étaient chargés de la distribution des armes. C'est quelque chose qu'on n'explique pas, ça, en Europe ; en fait oui... ce sont toujours les Israéliens qui distribuent les armes, sur place, parce que les qataris avaient l'argent mais n'avaient pas la main d'œuvre

**Comaguer** : *la division du travail !*

**T. Meyssan** Ces groupes ont commencé à circuler et à disposer d'un commandement centralisé qui était sur une base en Turquie. Mais ils avaient à l'époque un armement assez rudimentaire, avec des moyens de communication cryptés via satellite, et leurs systèmes centralisés en Turquie ; ils recevaient les instructions de l'OTAN depuis la Turquie.

Au début on pouvait avoir l'impression qu'il y avait des troubles simultanément dans tout le pays ; mais ce n'est pas vrai et si on reporte les différents incidents sur une carte on se rend compte qu'un jour ils sont dans une ville, le lendemain ils sont 20kms plus loin. C'est quelque chose d'itinérant.

Mais il y a eu des troubles à quelques endroits particuliers beaucoup plus importants qu'à d'autres.

D'abord dans le Sud, à Deraa, qui était jusque là le fief absolu du parti Baas, le parti historique de la Syrie. Là bas des baasistes sont passés du côté des Israéliens, je dis israéliens parce que la première manifestation a eu lieu à Deraa où on a prétendu que la police avait arrêté des enfants, torturés etc., tout cela est complètement faux ; en fait à la première manifestation les gens ont commencé le cortège, puis brusquement ils ont reçu un ordre et sont sortis de la ville pour aller attaquer un bâtiment à l'extérieur de l'agglomération : ce bâtiment était celui où les services syriens surveillaient ce qui se passait dans leur territoire du Golan occupé par Israël.

Après il y a eu un événement très important, fin 2011 début 2012 : l'institution de l'Etat islamique installé à Bab Amr à Homs : des takfiristes syriens se sont réunis, environ 3-4000 combattants, et ont pris possession d'un quartier, ils se sont retranchés là-dedans et ils ont décrété qu'ils constituaient un état islamique indépendant. Avec notamment leur propre tribunal, où tous les gens qui ne leur plaisaient pas étaient condamnés à mort, égorgés en public ; ça a été une boucherie.

Sur place la population avait quitté le quartier à l'exception d'une quarantaine de familles qui soutenaient ce mouvement takfiriste.

Finalement cet émirat est tombé et au moment où il est tombé les gens qui étaient à l'intérieur se sont rendus et depuis il n'y a plus, plus du tout, de soutien syrien à ce mouvement. Maintenant tous les combattants sont étrangers.

**Comaguer** : *c'est important mais on va malheureusement devoir*

*conclure l'émission. Vous récusez donc le terme de guerre civile ?*

**T. Meyssan** : Oui parce que dans une guerre civile les familles sont divisées, s'entre-déchirent, les gens s'entretuent.

Ici le pays est attaqué de l'extérieur, comme le Nicaragua l'a été dans les années 80. Ce qui surprend c'est qu'il y a une quantité énorme de combattants qui arrivent sans cesse. Lakhdar Brahimi, qui n'est certes pas favorable à Bachar al Assad, a déclaré en juin dernier qu'il y avait 40 000 combattants étrangers en Syrie. Et 40 000 c'est ce qu'il était obligé de reconnaître ; et il parlait de combattants vivants car il en meurt en grande quantité tous les jours mais il y en a d'autres qui arrivent.

**Comaguer** : *pour les remplacer. On dit qu'il n'y aura peut-être pas de bombardements, finalement, mais si les combattants continuent à arriver...*

**T. Meyssan** : Tant que des combattants arrivent la guerre dure, mais si on arrête le flux de ces combattants c'est la paix en deux mois ici.

Ce qui est important c'est que les Etats-Unis au début, en 2001, quand ils ont décidé cette guerre, avaient une raison pour ça. A l'époque on pensait au « pic pétrolier » et on pensait qu'il y aurait une pénurie de ressources des énergies fossiles dans les années suivantes. Ce qui impliquait donc que les Etats-Unis avaient besoin de faire main basse sur le gaz encore inexploité de la Syrie. Mais maintenant le marché de l'énergie est complètement changé puisqu'on utilise d'autres formes de pétrole que le *crude oil*, il y a le gaz de schiste etc.

Il n'y a donc plus de raisons stratégiques pour les Etats-Unis d'être en guerre ici. C'est pour ça qu'en fait ils devraient se sortir de cette affaire déjà depuis un bon moment.

Pour les Etats-Unis, la question maintenant est celle de leur statut ; ils n'ont plus aucun intérêt à cette guerre mais s'ils se retirent la tête basse, ils ne seront plus la grande puissance qu'ils ont été. Et tout tourne autour de ça ; et c'est pour ça que l'appel sur les armes chimiques a été un moyen élégant de les sortir de là, quand la Syrie a dit on va détruire le stock d'armes chimiques dont on est bien encombré parce qu'on les a pour des raisons historiques mais elles sont totalement inutilisables.

Quand on dit on va les détruire, tout le monde est content, et les Etats-Unis peuvent partir la tête haute : c'est absolument parfait.

---

[1] Lors de ce séjour (nov. 2011), une journaliste belge qui s'est présentée comme free-lance et envoyée, nous a-t-elle dit, par une non mieux spécifiée « presse chrétienne belge », est partie un jour toute seule à Homs, et nous a dit le soir qu'elle avait circulé pendant plusieurs heures dans la ville, en changeant plusieurs fois de taxis – « pour déjouer la surveillance du régime »- en allant un peu à l'aveuglette, à la recherche de ces manifestations démocratiques plus trop massives mais en tout cas fréquentes dont parlaient ses collègues journalistes en Europe de l'ouest. Elle a reconnu n'en avoir croisé aucune et, dans une logique imparable, nous en a conclu qu'elle n'avait « pas été aux bons endroits »... Aux dernières nouvelles, cette journaliste travaillerait maintenant pour *La Vie* (ex-catholique). (m-a p.).

[2] J'ai assisté en juillet 2013 à la librairie Transit à Marseille à une réunion où, sous

prétexte de « présenter l'association Cham collectif Syrie » (<http://www.lejsd.com/index.php?s=21&r=15817> et <http://www.millebords.org/spip.php?article23985>) les deux invitées ont parlé de la révolution démocratique en Syrie et de sa terrible répression par le « régime ». Elles ont illustré leur propos par des extraits de vidéos des manifestations des « révolutionnaires démocrates ». Or, tous les drapeaux brandis par les manifestants dans ces vidéos étaient les drapeaux de la République arabe syrienne, à 2 étoiles. Comme j'ai fait remarquer que ça ne pouvait être, de ce fait, que des manifestations loyalistes et de soutien au régime, on m'a rétorqué sans aucune gêne « c'est parce qu'il y avait du vent à ces moments-là alors on ne voit que 2 étoiles » ; comme prévu par l'invitée, ça a fait rire toute l'assistance (en fait 5 personnes en plus du libraire et des deux démocrates), jusque là horrifiée par les nombreux détails donnés sur les atrocités commises par le régime. Je précise qu'il y avait parmi les 5 participants un professeur de droit (émérite) qui a fait une partie de sa carrière en Egypte et est intervenu, pour soutenir les deux intervenantes, en disant que « Bachar est un dictateur » ce qui semblait clore toute discussion avec moi ; comme je lui demandais sur quoi il se fondait précisément pour dire ça, il m'a répondu, « il y a longtemps qu'on le sait ». Apparemment, dans l'argumentation de la séance, ça a eu l'autorité de l'apport scientifique et universitaire ; et celle, indépassable, du vécu du senti, puisque venant « de quelqu'un qui a travaillé sur le terrain ». Enfin pas loin. (m-a p.).

Copyright © 2013 Global Research